



Conseil économique et social

Distr. générale
21 octobre 2015
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2016

25 janvier-3 février et 16 février 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Centre Zhicheng de recherche et d'assistance juridique aux migrants de Beijing	3
2. Bhagwan Mahaveer Viklang Sahayata Samiti Jaipur	4
3. Buddha's Light International Association	5
4. Cameroun terre nouvelle	6
5. Campaign Life Coalition	7
6. Centre canadien de lutte contre les toxicomanies	9
7. CARE International	10
8. Caribbean Association of Medical Councils	12
9. Caritas Internationalis	13
10. Center for Alcohol and Drug Research and Education	14
11. Center for Global Community and World Law	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales n'ont pas été revus par les services d'édition.



12. Centre pour la coopération interethnique	16
13. Center for International Earth Science Information Network	17
14. Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables	19
15. Centre d'accueil et de volontariat pour orphelins, abandonnés et handicapés du Cameroun	20

1. Centre Zhicheng de recherche et d'assistance juridique aux migrants de Beijing

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Centre est la première organisation à but non lucratif qui offre en tout temps une assistance judiciaire professionnelle aux travailleurs migrants en Chine.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mission d'assurer l'accès des travailleurs migrants à la justice en créant une forte société civile et en favorisant la protection des droits des travailleurs migrants au sein de la profession juridique en Chine. Pour atteindre ses buts, le Centre :

- Assure des services d'assistance judiciaire aux travailleurs migrants;
- Offre une formation d'avocats des services d'assistance judiciaire en vue d'améliorer les services juridiques *pro bono* assurés;
- Renseigne les travailleurs migrants sur leurs droits et sur la disponibilité de l'assistance judiciaire;
- Réalise des recherches fondées sur des données factuelles concernant le droit et les politiques du travail.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre s'emploie à accroître l'accès des travailleurs migrants à la justice, ce qui améliore leur aptitude à protéger leurs droits, et fait la promotion de politiques sociales et économiques qui appuient les intérêts des personnes pauvres et défavorisées. Durant la période faisant l'objet du rapport, il a réalisé 96 247 consultations auprès de quelque 250 000 personnes et a traité 16 132 cas. Il a organisé, à l'intention des travailleurs migrants, des séances de formation sur leurs droits. Plus de 24 000 travailleurs migrants ont suivi cette formation au cours des quatre dernières années. Afin d'améliorer les lois et les politiques, le Centre a mené des recherches fondées sur des données factuelles concernant des problèmes révélés par des affaires touchant le droit du travail existant et la réglementation en vigueur sur l'assistance judiciaire. Il a pris part à la révision des lois et de la réglementation connexes et a publié ses conclusions.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a assisté à la cinquantième session de la Commission du développement social, le 1^{er} février 2012, et à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, le 28 février 2012, à New York. Il a également assisté à la première ronde des « consultations informelles » de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, le 22 mars 2012, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le 21 octobre 2014, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies, Xu Haoliang, qui est le Directeur de la section Asie-Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a visité le Centre.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour favoriser la réalisation de l'objectif numéro 3, le Centre a, en 2011, élaboré une enquête par questionnaire portant sur les conditions de vie et de travail des travailleuses et a rédigé un rapport sur l'égalité de traitement des travailleuses et des travailleurs. Il a de plus, de concert avec le Bureau des affaires civiles de Beijing, fourni des avocats des services d'assistance judiciaire chargés de représenter les femmes pauvres dans des affaires de divorce et a réalisé un programme de formation juridique s'adressant aux femmes. Afin de promouvoir des partenariats entre les pays en développement de l'Asie du Sud-Est, dans le contexte de l'objectif numéro 8, le Centre discute avec le PNUD de l'établissement d'une plateforme de mise en commun de l'expérience, de coopération et de stages dans différentes sociétés civiles dans des pays en développement d'Asie.

2. Bhagwan Mahaveer Viklang Sahayata Samiti Jaipur

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'organisation Bhagwan Mahaveer Viklang Sahayata Samiti Jaipur est une organisation enregistrée qui est surtout active en Inde. Elle est aussi active dans d'autres parties du monde par l'entremise d'une coentreprise (Colombie), de centres affiliés (Pakistan, Philippines, Maurice) et de camps.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de réadapter les personnes handicapées, en particulier les personnes sans ressources en Inde et dans le monde, en fournissant aux personnes handicapées des membres artificiels, des appareils orthopédiques, des fauteuils roulants et d'autres dispositifs et matériels. Des efforts sont aussi faits, de manière sélective, pour la réinsertion économique des personnes handicapées.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Durant la période faisant l'objet du rapport, un total de 246 653 personnes assistées ont obtenu des aides et des appareils tels que des membres ou des appareils orthopédiques, des béquilles, des tricycles actionnés à la main et des fauteuils roulants. Des patients vivant dans des camps ponctuels en ont également obtenu en Afghanistan, en Iraq, à Sri Lanka, au Libéria, au Sénégal et à Maurice.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'aide que l'organisation apporte aux personnes handicapées a considérablement augmenté, ce qui contribue à l'objectif numéro 1. L'organisation a aidé plus de 1,45 million de personnes handicapées depuis sa création. Quatre-vingt-quinze pour cent de ses patients vivent sous le seuil de la pauvreté. L'organisation appuie aussi de manière sélective la réinsertion économique des personnes handicapées.

3. Buddha's Light International Association**Statut consultatif spécial : 2003****Introduction**

L'organisation Buddha's Light International Association, qui est une organisation internationale de moines et de laïques bouddhistes, a été fondée en 1992 en Californie, aux États-Unis. Elle regroupe tous les bouddhistes du monde entier. Il existe actuellement plus de 200 sections comptant six millions de membres dans le monde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mission d'appliquer les principes du bouddhisme humaniste pour profiter à la société en promouvant l'éducation et l'égalité entre les hommes et les femmes, en donnant des services médicaux, en assurant des secours d'urgence et en appuyant la viabilité environnementale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En mai et en juin 2013, la section de Lisbonne de l'organisation, au Portugal, a tenu le deuxième appel de fonds « Changes for Charity ». Les dons recueillis ont tous été remis au Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies (UNICEF) et ils ont servi à aider 200 enfants dans des pays en développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a non seulement assisté aux séances d'information hebdomadaires du Département de l'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, à des ateliers de communication et à des réunions générales mais aussi aux grandes manifestations ci-après : les cinquante-cinquième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la

femme, du 22 février au 4 mars 2011 et du 4 au 15 mars 2013, à New York, les soixante-quatrième et soixante-cinquième conférences annuelles du Département de l'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, du 3 au 5 septembre 2011, à Bonn, en Allemagne, et du 27 au 29 août 2014, à New York, et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), du 13 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro, au Brésil.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Durant la soixante-cinquième conférence annuelle du Département de l'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, l'organisation a tenu au rez-de-chaussée de l'édifice des Nations Unies son exposition « Bringing Life into the World », qui inclut de grandes affiches d'une institution qui a à cœur de servir les femmes et les enfants, à savoir l'hôpital Los Angeles Ciudad Del Este, au Paraguay.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour favoriser la réalisation de l'objectif numéro 1, les différentes sections de l'organisation dans le monde ont, le 3 décembre 2014, observé la Journée internationale des personnes handicapées en donnant quelque 1 000 fauteuils roulants pour appuyer les communautés locales de personnes handicapées. Grâce à la collaboration du Bureau de la Première Dame de la nation, au Paraguay, un total de 420 machines à lait de soja a produit plus de 3 200 000 litres de lait de soja pour des personnes dans le besoin.

En vue de réaliser l'objectif numéro 4, 21 couveuses destinées aux soins aux prématurés ont été financées et installées dans des établissements de santé locaux gratuits à Iguazu, au Paraguay. Ces établissements de santé gratuits ont pris en charge plus de 635 000 patients et mis au monde 33 000 nouveau-nés depuis 2003, pour favoriser la réalisation de l'objectif numéro 5.

En ce qui concerne l'objectif numéro 7, l'organisation encourage depuis 1992 les gens à devenir végétariens en vue de réduire les émissions de CO₂, car certaines recherches estiment qu'une seule personne végétarienne peut chaque année réduire de 1 609 livres la quantité de CO₂ émise dans l'atmosphère.

4. Cameroun terre nouvelle

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Cameroun terre nouvelle (CTN) est une ONG camerounaise de jeunesse active et apolitique, pour la défense des droits de l'homme et des libertés.

Objectifs

CTN promeut la culture de la paix, le dialogue entre les cultures et le développement durable. Elle a pour but de lutter contre la pauvreté et de construire avec les individus une force sociale de développement durable, la solidarité, le respect des individus et la sauvegarde des biens sociaux, culturels et traditionnels.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

CTN organise des tables rondes animées par des experts, notamment sur la promotion de la culture de la paix et le respect des droits de l'homme au sein de communautés, en présence d'autres associations nationales. L'organisation participe également aux pétitions lancées en ligne sur le site des Nations Unies. Finalement, elle a créé un Centre de formation sport-études pour organiser des rencontres sportives et culturelles avec pour thème « La paix comme vecteur prioritaire de développement dans le sport et la culture ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Cameroun terre nouvelle participe à des réunions organisées par les agences onusiennes basées à Yaoundé, notamment celles du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Il existe une coopération avec les organes des Nations Unies, notamment dans le cadre du développement des savoirs traditionnels et génétiques et le soutien aux peuples autochtones. CTN est membre observateur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et coopère avec l'UNESCO sur ce sujet. CTN est également en voie de signer un accord de partenariat avec le PNUD dans le cadre du programme pour le renforcement des capacités de développement durable au profit des communautés les plus défavorisées du Cameroun.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

CTN a mené plusieurs initiatives dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Entre autres, elle a incité les jeunes à se tourner vers l'agriculture et a développé des champs de tubercules, des fermes avicoles et de porcs, vers la réalisation de l'OMD 1. En rapport avec l'OMD 4, elle a participé aux campagnes de sensibilisation contre la mortalité infantile. Enfin, pour l'OMD 7, CTN a planté des arbres dans les ravins dans certains quartiers de Douala afin de prévenir les glissements de terrain et freiner l'élargissement de ces ravins.

5. Campaign Life Coalition**Statut consultatif spécial : 1999****Introduction**

L'organisation est un organisme canadien basé au Canada qui s'emploie à établir le droit à la vie, de sa conception à la mort naturelle, à tous les niveaux du gouvernement.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation appuie toutes les mesures qui ont pour but de mettre un terme aux pratiques anti-vie. Elle encourage la défense du caractère sacré de la vie humaine contre les menaces posées par l'avortement, l'euthanasie, le suicide médicalement assisté, les technologies de reproduction et de génétique, le clonage, l'infanticide, l'eugénique, le contrôle de la population et les menaces auxquelles la famille fait face sur la place publique. Pour ce faire, elle accueille et organise des conférences et organise des campagnes de sensibilisation du public et contacte régulièrement les responsables gouvernementaux et communique des informations pertinentes aux décideurs politiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a établi des partenariats avec d'autres ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social afin d'étendre les activités à l'ensemble des Nations Unies et d'appuyer la plateforme « Life is Beautiful ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a, à la demande, fourni aux États Membres des informations, du matériel d'enseignement et les résultats de recherches et elle a participé à de nombreuses conférences et réunions organisées par les Nations Unies, entre autres :

- La Réunion de haut niveau sur la jeunesse, les 25 et 26 juillet 2011, à New York;
- Les quarante-septième et quarante-neuvième sessions de la Commission de la population et du développement, du 23 au 27 avril 2012 et du 7 au 11 avril 2014, à New York;
- La cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, du 4 au 15 mars 2013, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation croit important de renseigner les jeunes sur le travail des Nations Unies, en particulier les objectifs 2, 3, 4 et 5, en organisant pour ses volontaires des séances de formation avant leur participation à des réunions organisées par les Nations Unies pour qu'ils discutent activement et communiquent avec les représentants d'autres ONG, le personnel des Nations Unies et les représentants des pays. Durant la période faisant l'objet du rapport, l'organisation a formé plus de 25 jeunes volontaires qui ont assisté à des conférences organisées par les Nations Unies.

6. Centre canadien de lutte contre les toxicomanies

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies (CCLT) transforme des vies en mobilisant les gens et les connaissances afin de réduire les méfaits de l'alcool et des drogues sur la société. En partenariat avec des organismes publics et privés et des organisations non gouvernementales, il travaille à améliorer la santé et la sécurité des Canadiens.

Buts et objectifs de l'organisation

Selon la vision du Centre, tout le monde, au Canada, devrait vivre dans une société saine qui ne subit pas les méfaits de l'alcool et d'autres drogues. Le Centre joue un rôle de leader national et est une source de connaissances spécialisées et générales en vue de promouvoir des solutions.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre sensibilise les gens aux toxicomanies en tant que problème social et économique mondial au moyen de publications, de discours, d'ateliers, d'études, de conférences et de colloques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a, durant la période faisant l'objet du rapport, contribué aux forums suivants des Nations Unies :

- Le Centre a participé activement à chacune des sessions annuelles de la Commission des stupéfiants à titre de membre de la délégation canadienne;
- En qualité de Président du Comité de Vienne des ONG, de 2011 à 2015, le Centre a fait rapport sur les progrès accomplis en vue de la mise en œuvre des recommandations des ONG concernant la Déclaration politique et le Plan d'action;
- Le Centre a participé à une table ronde sur le développement et la politique de lutte contre la drogue, soit The Road to United Nations General Assembly Special Session (UNGASS), à New York, en juin 2014;
- Le Centre a assisté à la manifestation spéciale de haut niveau soulignant la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues à New York, en juin 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En qualité de membre d'un comité consultatif d'experts dirigé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) s'occupant des normes de prévention, le Centre contribue à l'élaboration d'un programme d'enseignement universel en matière de prévention et il l'appuie. Il a, en collaboration avec

l'ONUDC, élaboré en 2014 un « guide » sur les normes de qualité des grandes initiatives nationales et internationales de prévention. Le Centre a assuré la coordination et été la source de compétences techniques en ce qui concerne la participation de la société civile aux activités de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), de l'ONUDC et des États membres de l'Union européenne.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a contribué de façon considérable aux travaux du Comité de Vienne des ONG et a aussi été un leader national et le représentant du pays sur la scène internationale; il a partagé les connaissances spécialisées et générales acquises au Canada pour éclairer et faire progresser les efforts faits pour réduire les méfaits associés à l'alcool et aux drogues, qui sont une importante composante reconnue d'une approche globale en matière de santé pour appuyer l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement.

7. CARE International

Statut consultatif général : 1991

Introduction

L'organisation est un chef de file de l'action humanitaire et du développement qui lutte contre la pauvreté dans le monde. En 2014, elle était à l'œuvre dans 90 pays et ses programmes ont directement amélioré la vie de plus de 72 millions de personnes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation facilite des améliorations durables dans les communautés les plus pauvres du monde en renforçant les capacités d'entraide, en offrant des possibilités économiques, en portant secours dans les situations d'urgence, en influençant la prise de décisions à tous les niveaux et en s'attaquant à la discrimination sous toutes ses formes. Les femmes et les filles sont au cœur de son travail au sein des communautés en matière de santé maternelle et infantile, d'éducation de base, de prévention du VIH/sida, de sécurité alimentaire, d'accès à des possibilités économiques et d'adaptation aux changements climatiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Durant la période faisant l'objet du rapport, des représentants de l'organisation ont participé à des réunions régulières avec, entre autres, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En septembre 2014, l'organisation a participé au Sommet mondial des Nations Unies sur les changements climatiques et au forum sur le leadership et a publié un rapport qui lie les changements climatiques et le développement durable. Durant la période faisant l'objet du rapport, elle a participé aux conférences annuelles de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, où elle a présenté des recommandations, tenu des manifestations parallèles et publié des rapports sur l'adaptation, les communautés vulnérables et les femmes. L'organisation a, de 2012 à 2014, participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme à New York et donné de l'information sur les résultats de ses activités.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation est un partenaire d'exécution du HCR, du PAM, de l'UNICEF et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Elle participe aux réunions des responsables du Comité permanent interorganisations des Nations Unies et de ses groupes de travail sur la sécurité, les changements climatiques et l'égalité entre les hommes et les femmes. En novembre 2011, CARE International et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont publié de concert un rapport déterminant sur les données ventilées par sexe et par âge dans les situations d'urgence. L'organisation participe, aux niveaux mondial, régional et national, aux travaux des réseaux d'ONG que sont, par exemple, le Réseau Action Climat, le Forum mondial des grands groupes, le Réseau des solutions pour le développement durable et le Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur le Conseil de sécurité, pour ne nommer que ceux-là.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Voici une liste du nombre des projets en cours en 2014 pour favoriser la réalisation de chaque objectif :

- OMD 1 : 233 projets ont, dans 53 pays, amélioré la sécurité alimentaire pour plus de 2,6 millions de personnes;
- OMD 2 : 244 projets ont, dans 54 pays, amélioré l'accès à une éducation de qualité pour plus de 1,4 million de personnes;
- OMD 3 : 406 programmes ont, dans 59 pays, fourni à plus de 2,7 millions de personnes l'information et les outils nécessaires pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et permettre aux femmes de concrétiser leurs droits;
- OMD 4 : 189 projets ont, dans 44 pays, offert directement de l'information et des services à plus de 17 millions de femmes, d'hommes et d'enfants pour améliorer la santé infantile et la nutrition;
- OMD 5 : 36,8 millions de femmes et d'hommes ont reçu de l'information et eu accès à des services de santé pour améliorer la santé maternelle et infantile dans 46 pays;
- OMD 6 : 189 projets ont, dans 44 pays, donné, à plus de 17 millions de femmes, d'hommes et d'enfants, accès à des services de prévention et de traitement du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose;

- OMD 7 : 218 projets ont, dans 53 pays, aidé directement plus de un million de personnes à s'adapter aux changements climatiques, à protéger la biodiversité et à utiliser de façon durable les ressources naturelles.

8. Caribbean Association of Medical Councils

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

La Caribbean Association of Medical Councils (AMECA), qui a été fondée à Cuba, étend son action au-delà de la région et compte dans le monde 80 000 entités associées.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour buts de promouvoir la collaboration en vue d'améliorer la santé dans le monde entier et d'intervenir partout dans le monde en cas de catastrophe.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'association a de façon continue, durant la période faisant l'objet du rapport, organisé des séminaires internationaux axés sur la promotion du respect des droits de l'homme, sur la reconnaissance d'un accès universel à la santé et à des soins de qualité et sur la recherche de solutions menant à des soins de santé de meilleure qualité de même que sur la promotion d'une longue vie active et satisfaisante. L'association a organisé le XII^e Séminaire international sur la longévité, qui a eu lieu du 28 au 30 avril 2014 à La Havane, à Cuba. Des membres de l'association ont aussi donné des conférences partout dans le monde. Elle a enfin coopéré avec d'autres organisations des Caraïbes et organisations internationales pour faciliter l'échange d'information sur l'expérience de Cuba, par exemple la création de produits biotechnologiques cubains.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'association a participé à plusieurs réunions organisées et coordonnées par l'Association des Cubains en poste au sein des Nations Unies, conjointement avec les institutions des Nations Unies présentes à Cuba.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'association a, de concert avec d'autres organisations cubaines, présenté un document à l'occasion de la seizième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme concernant Cuba, le 3 mai 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'association s'emploie principalement à réaliser les objectifs 3, 4, 5 et 6 en mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes, sur la promotion d'une couverture sanitaire universelle, en particulier pour les nourrissons, et sur la prévention et la gestion des maladies. L'association a participé aux consultations nationales de la société civile sur la réalisation des OMD et sur la vision du programme pour l'après-2015 menées en 2013 et en 2014.

9. Caritas Internationalis

Statut consultatif général : 1999

Introduction

Caritas Internationalis est une confédération mondiale de plus de 160 organisations catholiques nationales qui œuvrent à l'aide humanitaire, aux services sociaux et au développement dans plus de 200 pays.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de l'organisation sont les suivants :

- Réduire le risque que représentent les crises humanitaires et leur impact;
- Préconiser la transformation des systèmes et des structures qui sont injustes;
- Promouvoir un développement humain intégral et mettre sur pied des services de bienfaisance pour que les membres des communautés défavorisées aient accès aux services essentiels. Caritas est pour ses membres la source de compétences techniques et d'une coordination efficaces pour permettre aux pauvres de jouer un rôle majeur dans leur développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'emploie à faire en sorte que la voix de la confédération soit entendue aux Nations Unies et à ce qu'elle puisse contribuer aux décisions touchant l'action humanitaire, la sécurité alimentaire, les changements climatiques, les migrations, la traite des personnes, la santé, le VIH/sida, les droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté. Caritas a contribué à la Journée de discussion sur les droits de tous les enfants dans le contexte des migrations internationales du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, tenu en septembre 2012, qui inclut deux pratiques optimales concernant les enfants non accompagnés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Durant la période faisant l'objet du rapport, l'organisation a assisté à l'Assemblée mondiale de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et participé aux activités du Conseil d'administration et à celles du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

(ONUSIDA), à Genève, en Suisse. Elle a aussi participé aux sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, à Genève, durant lesquelles elle a coparrainé des manifestations parallèles, à savoir « La solidarité internationale et le droit au développement », à l'occasion de la dix-huitième session, en 2011, « Obstacles to Access to Treatment: Political Commitments and Social Determinants of Health », à l'occasion de la vingtième session, en 2012, et « The Role of Inter-Religious Dialogue in the Promotion of Peace and Reconciliation in the Central African Republic », à l'occasion de la vingt-sixième session, en 2014, et a fait les déclarations suivantes : « Promotion and Protection of the Right to Health of People Living with HIV: the Engagement of Faith-Inspired Organizations », à l'occasion de la vingtième session, en 2012, « Access to Treatment – An Integrated Response Is Needed », à l'occasion de la vingt-troisième session, en 2013, et « The Right to Development and the Post-2015 Agenda », à l'occasion de la vingt-quatrième session, en 2013, entre autres.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Caritas Internationalis a organisé une manifestation parallèle sur les enlèvements contre rançon des réfugiés en transit durant les consultations annuelles du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avec la société civile, en juin 2013, à Genève, en Suisse.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Caritas Internationalis se fait entendre depuis sa création en tant que chef de file concernant la réalisation des OMD. Elle a assisté à la soixante-cinquième conférence annuelle du Département de l'information des Nations Unies et des ONG : 2015 and Beyond – Our Action Agenda, qui a eu lieu à New York, en août 2014, et a organisé deux manifestations parallèles durant la conférence : « The right to food », et « Fostering Global Citizenship Through Collaboration: Higher Education, NGOs, and the United Nations ».

10. Center for Alcohol and Drug Research and Education

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

L'organisation dresse un inventaire des travaux de recherche et fournit aux médecins, aux spécialistes de la prévention et du traitement, aux responsables nommés ou élus, aux membres du clergé et aux citoyens des États-Unis d'Amérique et de 55 autres pays, des orientations stratégiques, des services d'experts et des documents de référence concernant les programmes de traitement, la détection et la répression, l'éducation, les services de prévention primaire de la toxicomanie et l'analyse des politiques publiques

Buts et objectifs de l'organisation

La mission du centre consiste à fournir aux particuliers, organisations et agences gouvernementales, ainsi qu'à divers organismes à but non lucratif du secteur privé, à l'échelle locale, nationale et internationale, une assistance technique, des conseils, des informations et des services d'experts afin d'améliorer

la qualité de leurs interventions en matière de consommation de drogues, d'abus des drogues et de toxicomanie.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le travail de l'organisation s'articule autour des objectifs suivants :

- Mener et parrainer des recherches et informer la population sur les effets négatifs de la consommation des drogues illicites;
- Communiquer des informations publiques concernant l'efficacité des traitements médicaux de l'alcoolisme et de la toxicomanie;
- Passer en revue toutes les dispositions législatives et réglementaires à l'échelle locale, régionale et nationale, et suivre l'incidence des changements proposés dans ces dernières.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation s'est fait entendre dans diverses réunions organisées par les Nations Unies, notamment à l'occasion de la cinquante-septième session de la Commission des stupéfiants à Vienne, du 7 au 12 mars 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été signalée.

11. Center for Global Community and World Law

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'organisation regroupe des citoyens et des groupes très intéressés qui collaborent à des efforts communs pour créer une société mondiale pacifique, juste et viable. Elle mène des recherches et offre des programmes, des services, une éducation, des conférences, des publications et des manifestations artistiques par l'entremise d'établissements d'enseignement, d'organisations communautaires et des Nations Unies.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de souscrire aux dispositions de la Charte des Nations Unies qui se rapportent à l'abolition de la guerre, en définissant des projets qui appuient les principes d'une communauté mondiale et du droit international, en étant consciente qu'il importe de repenser les stratégies et d'adopter de nouvelles

modalités d'action pour amorcer les changements radicaux indispensables à l'avènement d'une société pacifique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation élabore, depuis 2011, des compétences de paix en vue d'un processus international de consolidation de la paix pour compléter les compétences de gestion dans le modèle actuel par l'entremise du programme Reconciliation Leadership Certificate en cours. Elle a organisé un Panel on Peace and Security Perspectives from an International Civil Servant and a Citizen Diplomat United Nations, le 2 février 2011, à New York. Elle a tenu aux Nations Unies une série de manifestations parallèles, à savoir « Human Rights and the United Nations, the United Nations and Refugees », le 12 mai 2011, « United Nations and Middle East Transition to Democracy », le 9 juin 2011, et « Humanitarian Assistance to Libya », le 29 juin 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté à la soixante-cinquième conférence annuelle du Département de l'information des Nations Unies et des ONG sur l'après-2015, à New York, les 28 et 29 août 2014, et à une manifestation sur la culture de la paix organisée par le Président de la soixante-septième réunion du Conseil de tutelle des Nations Unies, en septembre 2013, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a, en 2013, présenté au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) un exposé sur les Reconciliation Leaders for Sustainable Development. En 2014, elle a publié « Friends of Dag Hammarskjöld: Restoring Faith in Humanity ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a donné des cours dans le cadre du programme Reconciliation Leadership Certificate à New York, dont le segment intitulé « Designing and Implementing Interventions for Global Change » porte précisément sur les objectifs 1, 3, 7 et 8.

12. Centre pour la coopération interethnique

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'organisation a été fondée en 1997 à Moscou, en Russie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but principal de favoriser la coopération et l'entente mutuelle entre la population russe et les gens partout dans le monde.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a tenu quatre séances internationales de formation pour stimuler le dialogue interculturel en Russie avec la participation de citoyens russes et de représentants venant de pays étrangers.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont participé à la quarante-neuvième session de la Commission du développement social en 2011, à New York, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012, et aux forums mondiaux de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies en 2011, à Doha, au Qatar, et en 2013, à Vienne, en Autriche.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec les activités organisées par l'équipe de pays des Nations Unies dans la Fédération de Russie et elle y participe activement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation organise des séances de formation sur les minorités ethniques, sur la protection des droits des migrants et sur la prévention des conflits interethniques à l'intention des représentants de la police, des représentants de l'État et des leaders des communautés ethniques dans diverses régions de la Fédération de Russie. Elle a aussi dirigé, à l'intention des jeunes, des séances de formation pour propager et promouvoir la tolérance et le dialogue interculturel.

13. Center for International Earth Science Information Network**Statut consultatif spécial : 1995****Introduction**

Le Center for International Earth Science Information Network (CIESIN, ou Centre pour un réseau international d'information géoscientifique) a été établi pour aider partout dans le monde les scientifiques, les décideurs et la population à mieux comprendre les interactions entre les êtres humains et l'environnement.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mission de faciliter l'accès à l'information et de renforcer son utilisation partout dans le monde, de façon à promouvoir une

meilleure compréhension des interactions entre l'homme et l'environnement et à répondre aux besoins des scientifiques et des responsables du secteur privé.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation réunit et diffuse les données et les indicateurs interdisciplinaires sur des sujets tels que la répartition de la population, la pauvreté, l'urbanisation, les incidences du climat, les sols, les routes, les dangers, la pollution, la biodiversité et la santé publique que les institutions des Nations Unies, les États Membres et d'autres organismes utilisent couramment. Elle est l'hôte conjoint du centre de distribution des données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à de nombreuses manifestations des Nations Unies, dont les suivantes :

- La deuxième session du Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, à New York, du 13 au 15 août 2012;
- Le sommet Eye on Earth, coparrainé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), au cours duquel elle a présenté un exposé, à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, du 11 au 15 décembre 2011;
- L'organisation a présenté un exposé sur les cibles et les indicateurs associés à la gestion des risques liés aux catastrophes qui figurent dans le Programme de développement pour l'après-2015, organisé de concert par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR), à New York, les 18 et 19 juillet 2013;
- La quatorzième réunion plénière du Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique, à New York, du 14 au 16 mai 2014;
- Le forum mondial des Nations Unies sur l'intégration des données statistiques et géospatiales, à New York, les 4 et 5 août 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore avec la Division de cartographie des Nations Unies pour réunir et diffuser des données géospatiales mondiales et améliorer la validation et l'analyse des données et elle contribue à l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale. Elle fournit un outil de recherche en ligne qui fait partie du portail du droit de l'environnement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du PNUE. Elle a été l'un des auteurs principaux qui ont coordonné le Cinquième rapport d'évaluation mondiale de l'environnement du PNUE et un des auteurs principaux du Cinquième rapport d'évaluation du GIEC. L'organisation a préparé, en collaboration avec l'Université des Nations Unies, un rapport intitulé « Where the Rain Falls: Climate Change, Food and Livelihood Security, and Migration » (Où

tombe la pluie : les précipitations, la sécurité alimentaire et les mouvements de populations), publié en novembre 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation donne accès à des données sur la population et la pauvreté qui sont importantes pour évaluer les progrès accomplis relativement à la réalisation des OMD. Elle s'occupe, en collaboration avec le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies, des données et de la surveillance relatives aux objectifs de développement durable.

14. Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Le Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables (CAMV) a été créé en 1995 en République démocratique du Congo (RDC).

Objectifs

Le CAMV a pour objectif d'assurer l'intégration totale du peuple autochtone pygmée dans la société moderne.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution a des activités des Nations Unies

Le CAMV fournit des données d'observation de violation des droits des peuples autochtones annuellement à la section des droits de l'homme de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), au Rapporteur Spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Union africaine.

Le CAMV a également vulgarisé, à travers ses publications en langue française et locale, des articles des textes de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. L'organisation a organisé annuellement des activités pour les journées internationales des peuples autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le CAMV a participé aux réunions suivantes, y compris au travers de contributions orales et de présentations écrites :

- Consultation régionale entre les organisations des peuples autochtones d'Afrique et le Conseil d'orientation des Nations Unies – Réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts (ONU-REDD)

sur le processus de consentement libre, préalable et informé et le mécanisme de recours, à Arusha, en Tanzanie, du 24 au 27 janvier 2011;

- Sixième réunion du Conseil d'orientation de l'ONU-REDD à Da Lat, au Viet Nam, du 21 au 23 mars 2011;
- Consultation régionale et atelier de renforcement des capacités du secrétariat des Nations Unies sur la diversité biologique concernant « la Biodiversité et REDD dans les pays en développement », au Cap, en Afrique du Sud, du 20 au 23 septembre 2011;
- Treizième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à New York, du 12 au 23 mai 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de changement à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le CAMV a contribué à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) numéro 1 en scolarisant 5 345 enfants autochtones pygmées à l'Est de la République démocratique du Congo de 2011 à 2014.

15. Centre d'accueil et de volontariat pour orphelins, abandonnés et handicapés du Cameroun

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Centre d'accueil et de volontariat pour orphelins, abandonnés et handicapés du Cameroun est spécialisé dans l'encadrement de la petite enfance, la promotion des droits de l'enfant et l'encadrement de la jeune fille mère démunie.

Objectifs

Les principaux buts du Centre sont les suivants :

- Accueillir et encadrer l'enfant en situation particulièrement difficile;
- Réinsérer les enfants abandonnés dans leur famille d'origine;
- Soutenir l'intégration sociale de l'enfant pour l'amélioration des conditions de sa vie;
- Protéger l'enfant contre l'exploitation du travail;
- Lutter contre l'exploitation sexuelle des jeunes filles;
- Garantir des soins médicaux appropriés aux orphelins et autres enfants vulnérables (OEV) et jeunes filles-mères démunies.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation a pris en charge près de 50 OEV et une jeune fille-mère. Un soutien scolaire a été apporté aux pensionnaires âgés de 3 à 18 ans, ainsi que le respect des droits de l'enfance. L'Organisation a mis sur pied un programme de scolarisation pour les tout-petits et une éducation fonctionnelle pour les pensionnaires handicapés sourds et muets.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation contribuent principalement aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1, 2 et 3.
